

## LES ENTRETIENS

**« Nucléaire iranien : qui décide à Téhéran »  
entretien avec Madame Azadeh Kian-Thiebaut, 09 avril 2008**

*par Benjamin Hautecouverture, Chargé de recherche*

### **Contexte<sup>1</sup>**

A l'occasion des élections législatives iraniennes (14 mars – 25 avril 2008), et près d'un an avant la prochaine élection présidentielle (juin 2009), la question du pouvoir politique à Téhéran (détention, répartition, partage) intéresse bien au-delà des frontières du pays. Nous remercions Azadeh Kian-Thiebaut, professeur de sociologie à l'Université Paris VII, chercheur au Laboratoire « Mondes iranien et indien » du CNRS, et auteur de *La République islamique : de la maison du Guide à la raison d'État* (Michalon, 2005), de détailler ici les arcanes du pouvoir iranien.

### **Quels sont les principaux participants à la prise de décision ?**

*Il faut distinguer les institutions principales des institutions secondaires. Le Guide suprême (« Commandant en chef des forces armées ») et l'assemblée des experts qui élit celui-ci, le Président de la République, le Parlement figurent parmi les premières. Nommés par le Guide, le Conseil de surveillance et le Conseil de discernement des intérêts supérieurs du régime sont les secondes, auxquelles il faut ajouter, en matière nucléaire, le Conseil supérieur de la sûreté nationale, l'agence iranienne de l'énergie atomique, la hiérarchie militaire régulière et celle des Gardiens de la Révolution : les « Pasdarans ». La prise de décision implique donc nombre de responsables*

---

<sup>1</sup> Cet entretien inaugure la série des « Entretien du CESIM », disponibles sous format électronique à la rubrique « Publications » du site Internet du Centre : [www.cesim.fr](http://www.cesim.fr). Cette nouvelle série de publications a vocation à éclairer l'actualité des grands débats contemporains de sécurité internationale par la voix d'un(e) spécialiste reconnu(e) du monde de la recherche, ou d'un(e) acteur(trice) privilégié(e) issu(e) de la communauté de défense, de la diplomatie, de la fonction publique ou de l'industrie.

*et nécessite beaucoup de temps avant de parvenir à un consensus. In fine, l'aval du Guide suprême est obligatoire. Même si celui-ci fait rarement entendre sa voix dans les médias, ses conseillers sont présents dans toutes les institutions importantes du régime et leur prise de parole donne des indications quant aux orientations adoptées au plus haut niveau.*

### **Peut-on identifier des lignes de clivage ?**

*A ma connaissance, un large consensus existe à Téhéran autour du droit « inaliénable » de l'Iran à la maîtrise de la technologie nucléaire civile. Ahmadinejad et les radicaux ont fait le choix de ne rien céder. Pour un nombre croissant de factions politiques iraniennes, cette stratégie n'est pas bonne mais les critiques proférées n'ont pas, pour le moment, l'oreille du Guide. Le dossier nucléaire iranien ne peut être bien compris indépendamment de l'ordre du jour politique interne et des enjeux de pouvoir à Téhéran. A la fois cause et conséquence, la ligne dure tenue par l'actuel Président est aussi une manière d'aller à l'encontre de ses propres détracteurs dans le pays. Or, il y a encore quelques semaines, le Guide a fait connaître son soutien à la politique nucléaire menée par Ahmadinejad. Ce soutien s'explique notamment par l'échec de la politique d'ouverture menée en son temps par le président Khatami à l'égard des Etats-Unis : la décision prise par celui-ci en 2003 de suspendre l'enrichissement de l'uranium avait naturellement été prise avec le plein accord du Guide et n'a pas produit les résultats escomptés. Il faut aussi rappeler qu'en mai 2003, peu après l'invasion américaine de l'Irak, le gouvernement de M. Khatami, avec la bénédiction du Guide et par l'intermédiaire de l'Ambassade suisse en Iran (qui depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays protège les intérêts américains en Iran), a proposé des pourparlers directs aux États-Unis sur le nucléaire iranien et l'ensemble des contentieux entre les deux pays. L'administration de G. W. Bush, s'estimant en position de force dans la région, et capable de renverser le régime islamique d'Iran après celui de Saddam Hussein, a rejeté les propositions iraniennes sans même les étudier. A l'inverse, l'ayatollah Ali Khamenei peut aujourd'hui faire le constat qu'en dépit des pressions internationales, le programme nucléaire iranien avance. De fait, la hausse du prix des produits pétroliers permet au régime de continuer à résister aux pressions économiques induites par les sanctions unilatérales comme multilatérales. Non soumis à embargo, les produits pétroliers génèrent aujourd'hui 70 milliards de dollars de revenus annuels à l'Iran, contre 24 milliards à l'époque de Khatami. Dans ces conditions, leur maintien à un niveau de prix très élevé permet au régime, malgré une situation économique très dégradée par ailleurs, de continuer à mener une politique économique rentière.*

## **Les Gardiens de la Révolution se démarquent-ils des positions présidentielles ?**

*Les « Pasdarans » ne s'expriment pas beaucoup sur le sujet, ce qui ne signifie pas qu'ils se situent à l'extérieur du débat sur le nucléaire. Selon diverses sources, il semble que leur chef actuel ne soit pas en faveur de l'arme nucléaire. S'ils affichent leur volonté de voir le pays doté d'un arsenal balistique à des fins défensives, ils semblent, s'agissant du nucléaire, davantage soucieux de parvenir au seuil que d'aller jusqu'à la fabrication d'une arme.*

## **Quel est aujourd'hui le poids politique des radicaux du régime ?**

*Jusqu'à présent, le gouvernement d'Ahmadinejad a mené une politique économique et sociale jugée désastreuse. Manque d'investissements, aucune création d'emplois, une inflation proche de 20% en 2007 selon les chiffres officiels, le Président et, dans son sillage, la frange radicale du régime ont perdu une part importante de leur popularité. Face à des électeurs globalement mécontents, la rhétorique nationaliste, en matière nucléaire particulièrement, est l'un des rares leviers à disposition du Président pour mobiliser son électorat. On retrouve ici, s'agissant du positionnement de l'exécutif en matière nucléaire, l'importance que revêt un déterminant politique interne indépendant du débat international en cours.*

## **Quels enseignements peut-on tirer des résultats des élections législatives ?**

*A côté des radicaux, des conservateurs pragmatiques et des réformateurs, a émergé, à l'occasion de ces élections, une coalition auto-proclamée « troisième voie » initiée par Qalibaf (maire de Téhéran), Larijani (ancien responsable du nucléaire) et Rezayi (ancien chef des « Pasdarans »), qui ont en commun le rejet de la politique présidentielle actuelle et la volonté de négocier avec l'Occident, les États-Unis en particulier. A la liste des détracteurs du président Ahmadinejad s'ajoute Tahmasb Mazaheri, directeur de la Banque centrale d'Iran, protégé du Guide et un candidat potentiel à la présidence de la république islamique. Malgré le filtrage massif des candidats (plus de 2000 refus d'investiture), l'on constate que les affidés d'Ahmadinejad ont subi de lourdes pertes et sont désormais minoritaires au Parlement. Par ailleurs, certains de ses premiers soutiens le critiquent aujourd'hui ouvertement, en particulier parmi les conseillers du Guide lui-même. Attention tout de même à ne pas exagérer le revers des factions les plus radicales : en tout état de cause, il ne faut pas s'attendre à un changement substantiel de Téhéran en matière nucléaire à court terme.*